LES
RACES LATINES

Passé et Avenir.

ETUDE HISTORIQUE.

PAR

MAURICE LUCAS.

TROIS-RIVIERES.
P. V. AYOTTE, Libraire, Relieur, Imprimeur,

1904.

LES RACES LATINES

Passé et Avenir.

ETUDE HISTORIQUE.

PAR

MAURICE LUCAS.

TROIS-RIVIERES.
P. V. AYOTTE, Libraire, Relieur, Imprimeur,

1904.

LES RACES LATINES

PASSÉ ET AVENIR.

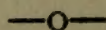
Le XIXe siècle a été le siècle du nationalisme. Tandis que les peuples qui avaient perdu leur indépendance : Pologne, Belgique, Irlande, Etats des Balkans, s'essayaient avec plus ou moins de bonheur à recouvrer leur autonomie, les peuples de même race sentant le besoin d'être forts se groupaient plus ou moins volontairement autour du plus puissant d'entre eux et formaient ainsi de nouveaux Etats politiques, comme l'Allemagne ou l'Italie. Ce réveil des nationalités, ces essais d'unification ont inspiré à un penseur du dernier siècle, à M. Thiers, je crois, cette idée qui, pour des Français, ne saurait être indifférente : "Je prévois à peu près le jour où l'Europe ne formera plus que trois Etats compacts : l'Etat slave démesuré ; l'Etat germanique très vaste, et un Etat latin de beaucoup le plus petit et le moins puissant".

Certes, cette parole est pour nous pleine de menaces. On aura beau nous dire (1) que la France, que l'Italie, que l'Espagne seront toujours les flambeaux de l'univers, les dominatrices intellectuelles et artistiques du monde. C'est pos-

(1) *La paix latine*, par M. G. Hanotaux, de l'Académie Française.

sible, mais cela ne suffit pas à la vie d'un peuple. Xercès aurait vaincu les Grecs, si, à côté de Phidias ou d'Apelle, l'Hellade n'eut pas produit Léonidas, Aristide ou Thémistocle. Ce qui fait la vie d'une race, ce qui constitue l'âme d'un peuple, ce n'est pas tant son art et sa littérature que ses souvenirs de puissance, que ses traditions de gloire et de grandeur. Ce n'est pas l'influence intellectuelle qui engendre la domination politique, c'est la domination politique qui engendre l'influence intellectuelle.

Voilà pourquoi il est intéressant de discuter si la pensée de M. Thiers est rigoureusement vraie; si la race latine (2), épuisée et vieillie, est destinée à mourir étouffée entre ses deux puissantes rivales. C'est ce qu'il sera possible d'établir en nous adressant au passé d'abord et à l'époque présente ensuite. Les siècles écoulés diront ce qu'ont fait les races latines ; le présent dira si ce qu'elles ont fait hier elles peuvent le refaire aujourd'hui. Il s'agit de savoir si le jour est venu où, obéissant à la loi immuable et obscure de la transmission de la puissance mondiale, le vieux sang latin doit définitivement se résigner à perdre sa prépondérance au profit d'un nouveau venu.



2 En parlant ici de *races latines*, il n'est pas question des races mêmes, du sang latin, mais seulement des peuples de civilisation et d'éducation latine.

Lorsque, successivement, l'Egypte, l'Assyrie, la Perse, la Grèce eurent déposé le sceptre de l'Univers, devenu trop lourd pour leurs mains séniles, Rome ramassa ce sceptre que Philopœmen, le dernier des Grecs, avait laissé tomber. Mais après quelques siècles de grandeur, Rome à son tour succomba sous la poussée des Barbares. Ceux-ci n'étaient point venus à leur heure. Ils étaient trop enfants pour relever le pouvoir suprême. Ils étaient aussi trop peu nombreux et par trop désunis. Leur sort fut différent, les uns se fixèrent dans des pays déjà civilisés par Rome: Gaule, Espagne, Italie, Roumanie. Ils se fondirent dans la masse des vaincus, leur prirent leur civilisation dans ce qu'elle avait de bon et donnèrent naissance au sang latin. Les autres, au contraire, s'établirent en Bretagne, en Germanie, contrées que les Arminius et les Galgacus avaient préservées du contact romain. Ceux-là ne profitèrent point de la civilisation latine, et, de ce chef, restèrent en retard de plusieurs siècles sur leurs frères plus heureux : c'étaient les peuples saxons.

Après quelques siècles d'un entier chaos politique, Charlemagne fit un premier essai d'unification. Un instant, sous son sceptre, l'Italie, la France, l'Allemagne, une partie de l'Espagne, furent réunies. Mais une fois l'empereur disparu, l'antagonisme des races saxonnes et latines, qui composaient son empire, bien plus peut-être que

l'inhabilité de ses successeurs, divisa ces peuples qu'une main puissante avait un instant rapprochés.

Deux siècles encore, et voici les croisades, qui apportent un nouvel obstacle à la création, en Europe, d'un état puissant. Pourtant c'est de ce grand mouvement vers l'Orient que va dater la prépondérance d'un peuple. Tandis que les chevaliers de France et de Castille, que ceux de Richard Cœur de Lion et de Frédéric Barberousse s'en vont mourir pour la délivrance du Saint-Sépulcre, Venise s'agrandit et commence à mirer dans le calme de l'Adriatique la magnificence hautaine de ses patriciennes demeures. Indifférents où à peu près à la cause religieuse, les Vénitiens font payer cher le passage dans leurs nefs. Aujourd'hui c'est Zante ; c'est la Morée ; demain ce sera cent mille ducats d'or. Et voici qu'au XIIe siècle Venise est en quelque sorte la reine du monde ; elle vient d'écraser ses rivales italiennes. Ses vaisseaux sillonnent la Méditerrannée, ses produits encombrent l'Europe, on réclame son secours en Orient. Mais ce règne est de courte durée : Vers 1250, les patriciens commencent à s'endormir dans leurs lagunes sereines et les fiançailles du doge avec la mer tendent de plus en plus à devenir une cérémonie, sans rester un symbole. A l'aube du XIVe siècle Venise n'est plus que l'ombre d'elle-même et pourtant ce

n'est qu'après cinq siècles d'agonie, en 1799, qu'elle achèvera de mourir.

Cependant, une fois les croisades terminées, l'Europe déserte la Méditerrannée qu'infestent les musulmans. Avec le commerce, avec la vie industrielle, la prépondérance politique se déplace aussi. C'est sur l'Atlantique que les nautonniers se risquent à naviguer ; c'est sur l'Atlantique qu'un peuple va prendre le pas sur tous les autres. Ce ne sera point la France : la guerre de Cent ans va commencer. Ce ne sera point l'Espagne, qui s'occupe à chasser les Maures. C'est le Portugal. Déjà les marins portugais ont longé la côte d'Afrique, Vasco de Gama a doublé le cap des Tempêtes. Voici Albuquerque, qui fait don aux Portugais de cet empire asiatique auquel les quelques Portugais, groupés aujourd'hui sous l'étendard de Bragance, à Goa ou à Macao, songent parfois avec cette mélancolie triste qui est l'apanage des peuples tombés.

Après un siècle de gloire la puissance portugaise est morte, semblable au cœur qui a envoyé dans les veines tout le sang qu'il contenait, et qui cesse de battre faute de voir le sang revenir. Le Portugal,qui envoyait ses fils conquérants mourir en Asie, n'en eut même pas assez en Europe pour mourir vaincu. Sa prépondérance disparut lentement au cours du XVe siècle comme la flamme d'une lampe qui s'éteint.

Le sceptre, qu'il avait laissé tomber, fut enco-

re ramassé par des mains latines. L'Espagne, qui venait de naître sur les débris de Grenade, par la fusion de l'Aragon et de la Castille, devait garder près d'un siècle le premier rang dans l'univers. Regardant à la fois l'Orient et l'Occident, peuplée d'une race brave et orgueilleuse, caressée tour à tour par la Méditerranée ou l'Atlantique, l'Espagne était manifestement appelée à dominer. Les Provinces des Pays-Bas, la Franche-Comté, Naples et la Sicile la rattachent à l'Europe, et Cortez et Pizarre, après Christophe Colomb, lui ont donné les deux Amériques. Prépondérance incontestée, situation magnifique, débouchés merveilleux. L'Espagne eut tout et ne sut se servir de rien. Elle eut trop peut-être, car il aurait sans doute mieux valu pour elle que Charles-Quint ne fût point empereur d'Allemagne.

Quoi qu'il en soit, vers 1560, cet empire commence à décliner. La raison en est simple. l'Espagne, si riche et si puissante, n'a pas su s'assimiler les éléments de son empire, elle n'a pas su les faire siens. Les Pays-Bas se révoltent sans cesse. L'Allemagne se fatigue de l'orgueil castillan. Masaniello, un simple pêcheur, un fou, peut-être, suffit à révolter Naples et à en chasser les Espagnols. Quant aux possessions américaines, l'Espagne, qui ne semble pas avoir d'autre but que l'anéantissement de la race indienne, leur demande simplement de fournir beaucoup d'or. En

core si ces richesses lui avaient servi au point de vue économique, si elle avait employé l'or de l'Amérique à se créer une industrie propre, mais non : l'Espagne se contenta d'être le canal qui met en communication l'argent du Nouveau Monde et les produits de l'Ancien.

Cependant, à la fin du XVIe siècle, l'Espagne était encore forte et puissante, quand un jour les rapports se tendirent entre elle et l'Angleterre : Elisabeth la Grande et la Cruelle gouvernait à ce moment-là. Philippe II réunit à Cadix une flotte magnifique, composée de lourds bâtiments de guerre. Il embarqua sur cette flotte 60,000 hommes et, tout fier de son œuvre géante, il appela cette escadre "L'Invincible Armada". L'Angleterre trembla, mais voici que, pendant le voyage, une tempête nocturne dispersa la flotte espagnole. Et le monde, qui le soir, s'était endormi dans l'angoisse, fut tout étonné à l'aurore d'apercevoir sur la mer, la veille encore couverte de navires, quelques caravelles blessées, fuyant sous le vent, comme désireuses de cacher dans le lointain leurs mâts brisés où le drapeau d'Espagne ne flottait plus. Ce fut l'Angleterre qui recueillit l'héritage de l'Espagne.

L'Angleterre était encore bien en retard sur les races latines, quand Guillaume le Conquérant lui apporta la civilisation qui lui manquait. Bientôt elle se trouva digne de prétendre à la première place en Europe : et pourtant, jus-

qu'en 1570, elle n'avait jamais pu s'élever jusque-là. C'est que le ciel avait mis un brûlot au flanc de la nef anglaise. Ce brûlot, c'était l'Ecosse. Quand Elisabeth en eut éteint la flamme dans le sang de Marie Stuart, l'Angleterre pensa pouvoir régner sans conteste. Elle se trompait : sur le continent avait grandi peu à peu un peuple né d'une race guerrière et farouche où l'on savait mourir pour la patrie et pour la liberté. Il s'était fortifié dans des souvenirs de gloires héroïques, et son enfance s'était bercée aux récits des hauts faits des aïeux endormis. Une guerre de cent années avait trempé son âme et effacé les querelles de clocher, pour les remplacer par l'amour de la grande patrie.

Ce pays, c'était la France ; sortie des mains de Jeanne d'Arc et de Louis XII plus forte et plus unie, elle n'attendait qu'un chef. Ce chef arriva à son heure. Sorti de la vieille souche des lys royaux de France, toujours vivace et toujours honorée, Henri IV survint. Quand il meurt il laisse à son pays la première place dans le monde. Richelieu, digne successeur de sa politique, augmente encore notre prestige, et, quand Louis XIV naquit, les lauriers de Rocroy ombragèrent son berceau. Comme le soleil, la gloire de ce règne rayonne en tous lieux. Voyant la Hollande prendre une place trop large dans le monde, Louis XIV la réduit sous Guillaume d'Orange, à n'être près de l'Angleterre "qu'une frêle

chaloupe naviguant dans le sillage du vaisseau amiral". Que de projets grandioses il forma quand le trône d'Espagne eut échu à un Bourbon ! Alors que son désir ardent était dans l'avenir de voir grouper, autour du Royaume de France, l'Espagne et le Royaume de Naples, qui ne se rappelle la majesté de son déclin. Il ne tomba point sans gloire, comme Venise ou le Portugal ; sa chute ne fut point l'œuvre d'une nuit comme pour l'Espagne. Elle ressemble plutôt à ces retraites héroïques, où les vaincus trahis par le destin s'en vont calmes et lents face à l'ennemi. Cette décadence fut si belle que lorsque ce soleil couchant fut sur le point de disparaître alors que les courtisans saluaient déjà l'aurore d'un nouvel astre, certains, qui n'avaient pas voulu adorer l'astre en plein midi, tombèrent à genoux devant ce même soleil disparaissant lentement au milieu de la pourpre violacée, qui est à la fois le symbole du deuil et le signe du déclin.

Saluons en passant cette grande figure que certains aujourd'hui voudraient rabaisser. Hier un journaliste ne refusait-il pas le nom de grand à Louis XIV : "Une jolie personnification de la Majesté Royale (je cite textuellement) ce gnome à perruque (il n'avait pas cinq pieds), grêlé comme une écumoire, avec une fistule dans le nez, une autre... ailleurs". Et ce même journaliste ajoutait à quelques jours d'intervalle : "Quelle bêtise de dire de Louis XIV qu'il fut un grand

homme: est-ce qu'on est grand quand on est malheureux!" Ne pourrait-on pas répliquer à ce publiciste qui, dans ces articles, mettait en parallèle Louis XIV et M. Loubet: "Il vaut bien tous vos hommes du jour, ce gnome à perruque;jamais sous son règne le drapeau français ne fut amené devant un autre, pas même devant celui d'Angleterre. Qu'importent les défauts physiques, qu'importe la fortune des batailles, quand on a l'âme d'un héros".

—o—

Quand Louis XIV eut fermé ses yeux, la suprématie française s'éteignit et la prépondérance passa à l'Angleterre: elle devait la conserver tout le cours du XVIIIe siècle. Pendant ces cent années cependant de nombreux changements devaient se succéder en Europe. Les races saxonnes et slaves allaient sortir de la demi-civilisation pour essayer de se mettre au niveau du vieux sang latin.

Pour l'Allemagne Orientale, pour le Brandebourg, berceau de la Prusse d'aujourd'hui, c'était chose facile. L'invasion de Guillaume le Conquérant avait mis l'Angleterre au niveau économique et politique des autres nations. Un fait analogue devait se passer en Prusse. Les chevaliers Teutoniques constituaient un ordre de chevalerie, composé exclusivement de Brandebourgeois qui s'était fondé à Jérusalem pendant

la croisade. Quand le Royaume de Jérusalem fut tombé, ces chevaliers retournèrent en Prusse, leur pays d'origine, et y rapportèrent la civilisation latine, qu'ils avaient glanée au contact des croisés de l'Occident. Il fallut un nombre respectable d'années pour faire entrer dans les têtes prussiennes, spécialement dures et rebelles à la civilisation, les idées généreuses, le goût harmonieux et la politique exquise des latins.

Enfin, au terme du XVIIe siècle, sous les derniers électeurs de Brandebourg et sous les premiers rois de Prusse, la schlague aidant, l'Allemagne Orientale se civilisa et Frédéric le Grand put espérer un jour être le roi du premier peuple du monde. Son rêve ne se réalisa pas. L'Angleterre, insulaire par sa situation particulièrement avantageuse, par sa population déjà dense, par ses colonies, par son activité commerciale, sut garder sa prépondérance intacte jusqu'en 1782. Il y avait bien eu un nuage dans son ciel le jour où, réalisant la pensée de Louis XIV, la France, l'Espagne et Naples, prenant comme ralliement la parenté de leurs princes, s'étaient unies par le "pacte de Famille en 1761". Mais par suite de diverses circonstances l'alliance n'avait pas reçu tous ses effets et l'Angleterre dormait tranquille.

Un jour, les bourgeois de Philadelphie s'avisèrent de jeter à la mer la cargaison de deux navires anglais chargés de thé. Ils trouvaient que la

métrople abusait de sa situation et les imposait indignement. Pour comble de malheur, la France se mêla à la querelle, et son armée, sa flotte reconstituée infligèrent plus d'une défaite à l'Angleterre. Deux ans après, la paix était signée, l'Amérique était libre ; mais le but de la France n'était atteint qu'incomplètement. L'Angleterre vaincue était encore forte, et quelques années lui suffirent pour réparer ses désastres. Elle s'agrandit dans les Indes, ne soupçonnant pas encore la présence d'une troisième race, qui allait se dresser devant elle, derrière l'Himalaya. Cette nouvelle venue serait la race slave: Pierre le Grand et Catherine de Russie se sont efforcés de lui inculquer un peu de civilisation, et de lui frayer une place en Europe, ce qui n'a pu se faire qu'en écrasant la Pologne.

Parmi les races latines la France était celle qui s'était formée la première ; c'était celle où la civilisation s'était le plus vite developpée. Ce devait être la France aussi, qui, la première, allait tenter de détruire l'ancien état de choses et chercher à mettre d'accord la philosophie du XVIIIe siècle et le gouvernement. Cet essai de conciliation entre le fait et la pensée aboutit, vous le savez, grâce à la faiblesse du pouvoir civil, au triomphe de la philosophie, à la défaite de l'autorité. Ce fut la révolution. Un jour, Louis XVI, qui s'était endormi à Versailles roi de France, se réveilla aux Tuileries roi des Français, pour

devenir bientôt, à la barre de la Convention et dans la Tour du Temple, Louis Capet, ci-devant tyran de la nation. Chacun connait cette lamentable histoire et a fait le parallèle entre Louis XV se gorgeant à Versailles des mets les plus délicats, et Louis XVI obligé, pendant son procès de solliciter du procureur syndic de la Commune, après une journée de jeûne, un humble morceau de pain. Pas un Français n'ignore cette tragédie historique qui commence aux grondements des canons de la Bastille et qui se termine au roulement des tambours de Santerre.

Tristes jours où la France versa, de ses rois, le vieux sang, sacrifia sa gloire et renia le culte du passé au pied des autels de je ne sais quelle déesse Raison dont l'apparition fut toujours en France le prélude d'une nouvelle Terreur. Elle se livra à ces folies sanguinaires dans l'espoir de donner aux siècles futurs une liberté, dont on a beaucoup parlé depuis sans avoir pu jamais en jouir, pour établir une égalité qui consistait à mettre hors la loi la moitié des Français, et proclamer une fraternité qui ne fut jamais qu'un grand mot sous l'hypocrisie des baisers Lamourette, incapable de cacher aux yeux de tous la guillotine teinte de sang français. Sombres journées qu'on voudrait bien voir ensevelies dans l'oubli des siècles, sans qu'elles reparaissent jamais.

A l'extérieur, les armées de la République gla-

naient sur le sol étranger un peu de cette gloire qui manquait tant à la Convention. Nos soldats se couvraient de lauriers, sous le prétexte d'apporter la liberté aux peuples frères. Ils étaient reçus assez froidement. Je l'ai déjà dit, les peuples voisins n'étaient pas mûrs pour ces folies ; nos soldats leur inspiraient peu d'enthousiasme. "Comment voulez-vous, avait le courage de dire un bourgmestre de Hollande à des soldats français, comment voulez-vous que nous ayons plaisir à serrer des mains régicides et à saluer un drapeau encor teint du sang de vos frères ?"

La France allait peut-être mourir étouffée dans la boue du Directoire, quand un homme se leva. Bonaparte sut inspirer à la France, non pas l'amour comme Henri IV, non pas le respect dévoué comme Louis XIV, mais une sorte de fièvre enthousiaste pour son génie incontesté. Il se concilia les catholiques ; il s'attacha son armée et un jour, monté sur les épaules de ses grognards, il ôta du chef de Charlemagne la couronne de l'Empire d'Occident pour la placer sur sa tête. Il se fit empereur. La France fascinée, reconnaissant en lui l'homme prédestiné, se donna tout entière au nouveau souverain.

Il aurait peut-être pu, vers l'année 1805, fonder une dynastie nouvelle et réaliser le rêve de Louis XIV. Mais il visa trop haut. Non content de faire de la France la reine du monde, il voulut unifier l'univers sous sa main. L'Angleterre

était là qui s'opposait à son rêve. Pour écraser l'ennemi séculaire il décréta le blocus continental qui l'entraîna dans une suite d'expéditions toutes glorieuses, mais toutes plus ou moins fatales Un jour il laissa ses aigles dans les steppes de Russie, et bientôt Paris qui, après Austerlitz, s'était endormi plein de confiance, se réveilla au bruit du canon de Waterloo. La race latine, pendant quinze ans, maîtresse incontestée du monde, était vaincue, brisée, anéantie et impuissante devant la colère éclatante des races germaniques et slaves, ivres de vengeance et de rage inassouvie...



Voilà l'histoire du passé. Examinons maintenant en détail l'état présent de la race latine. Il n'est certes pas glorieux. Mais peut-être a-t-on noirci à plaisir la situation. C'est ce que nous examinerons en faisant passer devant nos yeux les différents Etats habités par les peuples d'éducation et de civilisation latines. Dans cette revue politique, économique et sociale des différents pays que peuple aujourd'hui la race latine, la première place appartient nécessairement à la France. Le siècle qui s'est écoulé ne paraît pas avoir été bien profitable à sa grandeur. Depuis 1815, séparée des principes séculaires, elle est allée, ballottée de Restauration en Révolution, et, parmi les hommes politiques, il en est plus

d'un qui pense qu'aujourd'hui elle n'a pas encore fait choix de son gouvernement définitif. Le siècle tout entier n'a pas vu un gouvernement assez stable pour être réparateur, sauf peut-être la Restauration de 1815 qui puisa dans sa légitimité la force nécessaire pour donner à la France une réelle prospérité.

La monarchie de Juillet, gouvernement bâtard naquit au sommet d'une barricade au même endroit où, dix-huit ans plus tard, il devait tomber. Sa naissance illégitime l'empêcha de réprimer les émeutes et l'entraîna, pour se faire accepter des souverains d'Europe, à leur faire des concessions blessantes, et à inaugurer le système de la paix à tout prix. Il eut du moins l'honneur de nous donner l'Algérie.

La République de 1848 n'est guère connue que par ses ateliers nationaux où l'on mettait la Seine en bouteilles. L'empire qui lui succéda eut le tort de grever la dette, d'augmenter les impôts: et s'il eut l'honneur d'ajouter à nos gloires : Solférino, Magenta, Malakoff, il commit le contre-sens de s'attaquer à la Russie et de favoriser sur nos frontières la création de deux des éléments de la Triplice, l'Allemagne, née de la Prusse, à qui l'Autriche ne faisait plus contrepoids ; et l'Italie unifiée par le Piémont, qui venait d'absorber Rome et Naples à la fois. Quand la guerre Franco-Allemande se fut terminée par la défaite de la France, grâce à l'insouciance de

l'Empire pour tout ce qui touchait à la tactique militaire, un pouvoir, modéré, fort, appuyé par tous les Français, sembla devoir s'établir et pendant sept années on put croire à la possibilité de la République libérale. Vains efforts, en 1889 la République sectaire remplaça la République "conservatrice". De ce jour notre situation économique, qui, jusque-là, plus ou moins brillante, s'était toujours maintenue à un rang fort honorable, déclina progressivement. Notre commerce, de plus de dix milliards en 1869, était, il y a peu d'années, de 7 milliards 800 millions. La marine marchande Française, la seconde en 1870, n'est plus aujourd'hui que la cinquième, après l'Angleterre, les Etats-Unis, la Norvège et l'Allemagne. De 1892 à 1902, alors que la marine marchande à vapeur de l'Angleterre a augmenté de 53 p. c., celle de l'Allemagne de 107 p. c., celle de la Norvège de 191 p. c., celle du Japon de 231 p. c., et même celle de l'Espagne de 30 p. c., la nôtre a fléchi de 1 p. c.. Notre marine marchande à voile a baissé de 10 p. c. en 20 ans et aujourd'hui 76 p. c. de notre commerce maritime se fait par vaisseaux étrangers. Nos colonies comptent environ trois fonctionnaires pour un colon.

Voilà pour la décadence physique. Du côté moral, l'abaissement n'est pas moins grand. L'institution du divorce a brisé les liens de famille. La conscription, le service militaire, ont, dit-on,

restreint la natalité. Le nombre des crimes commis par les enfants a quintuplé de 1830 à 1900, et doublé de 1878 à 1900, triste résultat des écoles sans Dieu. Le socialisme, que certains pensaient apaiser en lui jetant les congrégations en pâture, a senti croître son appétit en mangeant ce hors-d'œuvre et attend impatiemment qu'on lui livre le plat de résistance : le capital. Chaque jour la mésintelligence s'accroit entre le patron et l'ouvrier. Chaque année la dépravation morale se fait plus grande et la France semble près de réaliser cette parole d'un vieil auteur païen: "Un peuple qui méprise les dieux et la vertu, est un peuple qui se meurt".



Je l'ai dit plusieurs fois, le reste des races latines était en retard sur la France. Aussi, tous les peuples latins ont-ils éprouvé, dans le cours du XIXe siècle, des ébranlements, conséquence nécessaire du changement de principes politiques et sociaux.

Dans l'esquisse rapide des races latines que nous allons faire, nous ne parlerons pas de la Roumanie, qui nous touche moins, dominée qu'elle est par le colosse Russe ; nous ne parlerons point du Portugal, que la nécessité politique a réduit à se mettre à la remorque de l'Angleterre, ni de la Belgique qui nous intéresse cependant et par son exemple et par sa situation

mais c'est un Etat neutre qui n'est du reste pas entièrement latin. C'est l'Espagne et l'Italie qui sont en cause, en y ajoutant les républiques latines transplantées sur le sol du nouveau continent.

L'Espagne a traversé, pendant le XIXe siècle, des crises politiques terribles, et elle a perdu en cent années les derniers rayons de sa gloire ternie. Elle a fait comme nous et plus que nous l'expérience des différents systèmes gouvernementaux. Elle a connu, avec Ferdinad VII, la monarchie absolue, et le gouvernement constitutionnel avec Isabelle II, Amédée Ier, et Alphonse XII ; elle a connu la dictature D'Espartero ; et même le République tyrannique et franc-maçonne qu'elle a eu du reste la sagesse de garder fort peu de temps. Elle a connu les rivalités de deux familles royales, Carlistes et Christinos, et ces divisions, malgré l'apaisement actuel, ne sont pas encore terminées. Ses colonies américaines se sont séparées de la métropole une à une, comme les perles d'un très vieux diadème qui tombent de leur monture rongée et disjointe sous l'action des siècles.

Pourtant l'Espagne, après ces longues luttes et ces déboires de toutes sortes, avait, dans un hoquet suprême, rejeté la plus grande partie de ce qu'il y avait d'impur en elle. Alphonse XII cherchait l'apaisement ; mais en 1885 il mourut au moment où l'Espagne fondait le plus d'espoir

rur lui. Il ne laissait que des filles. Heureusement, en mai 1886, les cent un coups de canon réglementaires annoncèrent à l'Espagne qu'Alphonse XIII était né. Pendant dix-sept ans que dura sa minorité. les partis espagnols, tout au moins le parti carliste et les partis libéraux, tinrent à honneur de garder le silence et de veiller sans relâche autour du berceau du monarque endormi.

Seule la secte franc-maçonne,imbue des préjugés voltairiens et philosophiques du XVIIIe siècle, s'adjoignant les socialistes et les anarchistes continua à briguer le pouvoir et à injecter dans le peuple son venin anti-gouvernemental et anti-religieux, avec trop de succès, hélas. Cependant la prospérité matérielle revenait lentement et l'Espagne, sous le gouvernement de la régente Marie-Christine, ne cherchant point à jouer un rôle au-dessus de ses forces, reprenait un peu de la vigueur passée quand une révolution éclata à Cuba. Les Américains, qui convoitent cette île, prennent pour prétexte l'explosion d'un bâtiment et déclarent la guerre.

En un jour l'Espagne est debout. Mais que pouvait la pauvre monarchie tombée, sans argent, sans soldats, sans marins, sans monarque Elle n'avait qu'à sauver son honneur. Elle le sauva. Dans la lutte amère et désespérée, elle regardait, furtive, au-dessus des Pyrénées, pour voir si, de la terre chevaleresque et classique de

l'honneur, dont elle portait le blason du passé sur la tour d'Aragon et le Lion de Castille, on viendrait lui tendre la main. La France resta immobile : elle avait oublié sa parenté séculaire et son vieux blason royal, dont s'enorgueillissait l'Espagne. Elle en avait jeté les débris dans la nuit du passé, ou dans l'ombre de l'exil. L'Espagne comprit que si la France ne venait pas à elle, nul ne se lèverait en Europe. Elle envoya l'ordre à sa flotte, enfermée à Santiago de Cuba, de sortir à tout prix : la flotte sortit et l'Espagne fut vaincue.

Pauvre et grande Espagne, jadis la reine du monde, elle se vantait d'avoir un empire où le soleil ne se couchait jamais ; aujourd'hui elle est la plus pauvre des nations de l'univers, mais son honneur est intact et elle a toujours des enfants prêts à mourir pour elle.

Là aussi, la race latine a fléchi et l'empire de Charles-Quint semble bien prêt à sombrer. Cependant, appuyé sur son peuple et débarrassé des colonies remuantes, le jeune Alphonse XIII parviendra peut-être à rendre à son pays quelque chose de sa prépondérance passée, tout au moins la paix sociale qui lui a fait défaut depuis si longtemps. C'est le souhait de la France !

—o—

"L'Italie, a dit un géographe humoristique, est une botte gigantesque qui menace d'un coup

de pied ou l'Espagne, ou la France. Quoi qu'il en soit de la sympathie italienne pour les nations sœurs, l'Italie est un peuple intéressant. Il n'est point, Dieu merci ! de question française, il n'est point de question espagnole, mais il y a une question italienne, tout comme il y a une question d'Orient. Cette question se ramène à ceci: "Est-il heureux pour l'Italie de s'être unifiée ?" En 1815, l'Italie en tant que territoire était divisée en cinq parties. Le Piémont, à la dynastie Savoisienne, entreprenante et intrigante ; le royaume Lombard Vénétien qui appartenait à l'Autriche ; les duchés de Toscane, de Modène et de Parme à des Bourbons, les Etats de l'Eglise, et enfin le royaume de Naples gouverné par des Bourbons, lui aussi.

Seul de tous ces Etats, le Piémont était actif et remuant: il commença par s'assimiler les duchés du nord, et il sut entraîner la France dans cette guerre d'Italie si riche en gloire et si funeste dans ses conséquences pour notre pays. Engagé par l'ancien carbonaro Bonaparte, devenu Napoléon III, dans la lutte fratricide contre l'Autriche, notre alliée naturelle, contrepoids nécessaire à la puissance prussienne, cette guerre fut le contre bon sens le plus funeste du troisième empire.

Bientôt le Piémont s'attaqua aux Etats de l'Eglise, où il fomentait depuis longtemps des troubles. Il payait les révolutionnaires imbus des

nouveaux principes. Rome restait cependant au Pape, et Cavour et Garibaldi n'osaient pas y entrer, car Napoléon III, sous la pression de l'opinion publique, y entretenait un corps d'armée française.

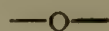
Ce fut alors le tour du royaume de Naples: en huit jours la flotte, l'armée, achetées par le Piémont, abandonnèrent leur prince légitime.

Restait encore Rome. Sa prise fut l'œuvre de quelques années. Napoléon III, menacé de mort par les sociétés secrètes, retira les troupes françaises, et quand Castelfidardo eut décimé l'armée du Pape, quand la France eut été envahie, les Garibaldiens et les Piémontais entrèrent à Rome: le Pape y resta prisonnier. Le peuple, sous la pression des baïonnettes, ratifia le fait accompli: l'Italie était unifiée.

Ces spoliations d'Etats impuissants n'ont guère profité à la monarchie piémontaise. Mais c'est l'Italie qui a été la victime de cette unification. Elle est restée ou devenue, selon les régions, plus franc-maçonne, plus athée, plus immorale que jamais. Elle a voulu prendre rang parmi les grands Etats, et ce n'est que par des sacrifices immenses d'argent, qu'elle a pu réaliser en partie son rêve. Elle succombe sous le poids d'impôts toujours plus lourds. Son prestige n'a point grandi et elle va sans gloire à la remorque de l'Empire d'Allemagne. Les Rois schismatiques qui la visitent, l'insultent en al-

lant voir le Pape. Parmi les chefs d'Etats catholiques, les uns n'ont pas commerce avec elle, les autres refusent de venir à Rome

On dit pourtant qu'elle espère une consolation prochaine. Rien ne lui réussit: quand elle veut fonder des colonies, elle se fait battre par des Etats moins puissants qu'elle. Lors de son entrée dans la Triplice, la dénonciation de ses traités avec la France a amoindri son commerce. La corruption morale de l'Italie s'accroit chaque jour — les anarchistes sont presque tous italiens — et sa police est si impuissante que les souverains étrangers hésitent à se rendre dans la péninsule, craignant pour leur sûreté personnelle. Elle a perdu en force morale, en bonheur, en considération, ce qu'elle a gagné en étendue, si toutefois elle a gagné quelque chose au nouvel état de choses.



Passons l'Atlantique, nous nous trouvons dans l'Amérique latine : les colonies espagnoles devenues indépendantes, et le Brésil, qui s'est érigé en République en 1889, végètent misérablement à travers les révolutions. Il y a cependant des exceptions. La République Argentine, le Chili, gouvernés plus fortement,y sont plus florissants.

L'Equateur, qui avait montré quel degré de prospérité un peuple catholique peut atteindre,

gouverné par un homme comme Garcia Moreno, a tué son président et traîne péniblement une vie misérable. Le Vénézuela sort d'une guerre civile. La Colombie vient de perdre Panama par sa faute, au mépris de la justice et du droit. Plus au nord, le Mexique attend que la liberté religieuse, que le respect du pouvoir, aient fait germer les semences de gloire et la prospérité qu'on moissonne toujours en gerbes magnifiques, dans les contrées que la France a técondées de son sang.

—c—

D'où vient que tous les pays, sans exception, que la race latine a peuplés, traversent en ce moment une crise économique si terrible ? D'où vient que leur prépondérance d'autrefois semble s'évanouir peu à peu ? Pourquoi la race latine semble-t-elle être en proie :

" .....A cet esprit d'imprudence et d'erreur.
" De la chute des Rois, funeste avant-coureur. "

Pourquoi, en un mot, ce siècle si fécond au point de vue de la science, semble-t-il n'avoir cessé de sonner le glas des vieux peuples latins? Quelles sont les causes de cet abaissement général ?

Les uns ont expliqué cette décadence par l'évolution : "Les vieux laissent la place aux jeunes chez les hommes, disent-ils ; il en est de mê-

me chez les nations. Voyez le sort passé de Rome et de la Grèce: Voilà où vont les races latines elles se préparent à mourir". Cette comparaison est inexacte et cette raison inadmissible, nous verrons plus tard pourquoi.

D'autres ont déclaré que la décadence politique tenait à des causes purement physiques. "La France, disent-ils, est un vieux pays, son sol est épuisé. La nature, du reste, a peu favorisé les races latines. La houille leur manque ; la mer se montre inclémente pour leurs ports, et tandis que la Manche se brise avec fureur sur les côtes françaises, elle caresse doucement les côtes de l'Angleterre. Et puis les latins forment une race vieillie: leur sang s'est anémié ; les naissances deviennent de ce fait plus rares et se restreindront tout à fait, si bien qu'un jour la race latine disparaîtra complètement." Cette explication est peu sérieuse. L'Allemagne est une terre ingrate, elle aussi, et pourtant elle est florissante en tant que nation ; la Belgique est un pays latin et la vieillesse de sa race ne l'empêche pas d'être un des Etats les plus prépondérants du monde.

Non, l'évolution et la vieillesse ne sont point les raisons de l'arrêt du développement latin et plus particulièrement de la prépondérance française. Les causes multiples de cette décadence sont à peu près toutes de l'ordre moral et elles peuvent se ramener à une seule: l'abandon de ses

traditions séculaires, traditions religieuses et politiques.

Les premiers auteurs de cette décadence sont Voltaire et Jean-Jacques Rousseau: celui-ci, l'esprit le plus faux qu'on ait jamais rencontré parmi les hommes, celui-là, le plus grand menteur de la terre. L'un disait: "L'homme est bon" et chacun, appliquant cet axiome, s'étonnait qu'il y eût une autorité sociale, armée de lois, pour punir et pour gouverner. L'autre s'écriait en parlant du Christ: "Ecrasons l'Infâme", et ceux qu'on a appelés les fils de Voltaire blasphémaient le Christ et le reniaient. C'est sous cette influence franc-maçonne et athée que fut élevée la génération qui fit la révolution française. C'est avec les principes de cette philosophie qu'on rédigea la Déclaration des droits de l'homme, oubliant que les droits de l'homme découlent de ses devoirs, et qu'audessus des droits de la créature il y a les droits de Dieu. De là tout le mal.

En s'exagérant ses droits, l'homme latin, oubliant que tout pouvoir vient de Dieu, entendit se donner des maîtres à sa guise et perdit le respect du pouvoir établi. Et ce respect du gouvernement que les uns perdaient par la philosophie les autres le perdaient en même temps que périssait la monarchie absolue. Le peuple ne comprend pas les êtres collectifs et les êtres abstraits il ne saisit que les réalités objectives: Là où un

roi absolu, tenant son pouvoir de Dieu, incarne en lui-même le gouvernement, le peuple comprend l'existence du pouvoir. Remplacez ce roi par un régime parlementaire, monarchique ou républicain, le peuple, ne voyant au-dessus de lui que des chefs qu'il s'est donnés, perdra le respect de ceux qui le gouvernent. (1)

Ce qu'avait fait la philosophie du XVIIIe siècle pour le pouvoir politique, elle devait le faire pour la Majesté divine. "Dieu, dans sa conception chrétienne, est un être concret : l'Etre Suprême des philosophes n'est qu'une abstraction. Or, pour le commun des mortels,l'abstraction ou le néant, c'est la même chose. En perdant la crainte et le respect de Dieu et du pouvoir civil, l'homme ne devait plus mettre de frein à ses passions. De là l'abandon de la terre, de là l'accroissement de la criminalité, l'immoralité. de là la recherche frénétique des plaisirs et la théorie de l'intérêt personnel, qui ont dépeuplé les campagnes au profit des villes. De là encore l'éclosion des théories socialistes, conséquence réelle de la négation de Dieu, et de l'abandon de la doctrine chrétienne, seule capable de trouver la solution du problème social et d'opérer le rapprochement des classes par sa de-

1 Je n'entends pas dire que le régime parlementaire est incompatible avec le respect du pouvoir. J'affirme seulement qu'un peuple passant *sans transition* du régime absolu au pouvoir parlementaire perdra nécessairement une partie de son respect envers les gouvernants.

vise sublime de la fraternité: "Aime Dieu par-dessus toutes choses et ton prochain comme toi-même."

Et cet oubli des droits de Dieu et des droits du gouvernement engendra l'affaiblissement de l'idée de patrie, "car qu'est-ce que la patrie, si-non un groupement d'hommes unis par les liens du sang et les souvenirs du passé: un groupement formé par Dieu qui lui donna son chef". Voilà les causes qui ont engendré l'affaiblissement des races latines: car c'est encore un auteur latin qui parle, "la religion, la vertu, le respect des pouvoirs établis engendrent toujours la prospérité."

Et si encore ces utopies criminelles étaient restées dans le domaine de l'irréel, dans l'esprit des philosophes sans se répandre parmi les peuples latins, mais non, il semble depuis un siècle que ces erreurs soient pour à peu près tous les gouvernements de la France, de l'Espagne et de l'Italie, les seules idées qu'il faille inculquer à l'esprit populaire, sous prétexte d'enseignement neutre: on nie et on blasphème Dieu dans les écoles publiques. On dit au peuple: "Tu es bon ; les actes moraux sont ceux qui te plaisent et ceux qui te servent". On lui crie que ceux qui sont au-dessus de lui ne se sont élevés que par une injustice. On lui dit que la patrie est un mensonge, inventé par les rois pour retenir sous leur joug, pendant longtemps encore, les peu-

ples abaissés. On lui enseigne qu'il n'y a pas d'âmes, que tout meurt à la fin de la vie, et que les bons et les méchants ne seront ni récompensés, ni punis. On lui apprend que les droits passent avant les devoirs et que le seul droit véritable, c'est le droit du plus fort.

Et après que l'on a enlevé tout idéal, tout espoir de récompense pour le bien, ou toute crainte de châtiment pour le mal, à ce peuple, on s'étonne qu'exaspéré, il se révolte et se soulève, et qu'il prenne un fusil pour être le plus fort. On s'étonne surtout que les races latines, à qui on a inculqué de pareils principes, se désintéressent de la grandeur de la patrie? Et les gouvernants d'un jour, affolés par leur évidente instabilité, pressés de s'enrichir, accroissent les impôts de toute nature et ne réussissent qu'à exaspérer encore un peu plus l'esprit populaire qui n'aperçoit pas, sous le couvert des hommes détestés, la pauvreté des principes et la banqueroute de la philosophie. Vient alors un jour où, comme pour la Belgique, la partie saine de la population se ressaisit et ramène, avec les maximes chrétiennes, la stabilité gouvernementale et la prépondérance économique. Ou bien la décadence s'accroissant, comme dans l'empire grec d'Orient, la nation corrompue, ayant elle-même creusé son tombeau, meurt et s'enfonce dans la nuit éternelle qui recouvre la tombe des nations disparues.

Les exemples sont là trop nombreux pour qu'on puisse nier les causes de si tristes effets. Les Etats-Unis forment une nation propice : mais le chef de l'Etat est respecté et l'on ne travaille pas le dimanche. L'Allemagne, qui a échafaudé sa grandeur sur nos défaites, jouit d'un gouvernement sage, religieux et modéré, que les socialistes respectent eux-mêmes. L'Angleterre, quand elle est menacée comme patrie, voit les wighs et les torys, libéraux et conservateurs, des ennemis irréconciliables, se donner la main. Et Guillaume II et Edouard VII, tous les deux schismatiques cependant, vont rendre au Pape, gardien des principes moraux du monde et prisonnier au Vatican, les honneurs dus à un Souverain.

Je citais tout à l'heure l'exemple de la Belgique qui se mourait il y a vingt ans, et qui maintenant, grâce au respect que les Belges portent à Dieu et à leur roi, grâce au parti catholique, est l'Etat le plus prospère de l'univers.

La France elle-même offre assez de preuves à étudier. La Restauration, gouvernement tolérant et suffisamment religieux, a fait baisser la criminalité infantile de près d'un tiers. Sous le gouvernement du Maréchal de Mac-Mahon, qui élevait publiquement à Dieu la basilique de Montmartre. au nom de la France, elle baissait en sept ans d'un huitième et la troisième République qui laïcisa le Panthéon, vit doubler, en

vingt-cinq ans, les crimes commis par les mineurs.

Et si, de l'oubli des devoirs de l'homme et des Droits de Dieu, est résultée la décadence morale, la perte du respect envers le pouvoir, chez les latins, a entraîné la décadence politique. Un gouvernement, qui n'a pas la confiance et le respect de ceux qu'il régit, est un gouvernement destiné à disparaître. Or, s'il disparait, celui qui le remplacera par esprit de parti, par préférence ou antipathie, défera ce qu'avait fait le prédécesseur. La ligne de conduite n'est plus unique et les fluctuations des partis entraîneront la décadence politique.

Témoin la France : Napoléon Ier fut l'ennemi de tout le monde : la Restauration est l'alliée de la Russie ; Louis-Philippe crée l'entente cordiale avec l'Angleterre ; Napoléon III favorise la Prusse, le Piémont et l'Angleterre ; la Troisième République reste d'abord seule ; puis le parti progressiste nous donne l'Alliance avec la Russie ; et le parti radical semble aujourd'hui nous entraîner vers l'Angleterre et l'Italie et peut-être vers l'Allemagne. Comment, avec ces changements perpétuels, faire œuvre utile ?

De plus l'instabilité des pouvoirs les entraîne à reculer devant un acte énergique, car ils craindraient que cet acte ne fût le signal de leur chute. Napoléon III ne voulait pas déclarer la guerre à la Prusse, la troisième République a reculé à

Fachoda : Louis XIV, lui, n'aurait pas reculé, parce qu'il savait que, vainqueur ou vaincu, la France le suivrait et que nul ne serait venu insulter à sa défaite, ni menacer son pouvoir.

Donc, pour les gouvernants latins il y a aujourd'hui deux lignes de conduite: continuer à semer la haine du pouvoir, l'athéisme, l'immoralité : et alors c'est la fin plus ou moins précipitée, mais c'est la fin. Ou, au contraire, se ressaisir, s'abaisser devant Dieu, et s'élever ainsi devant le peuple, et alors c'est le relèvement rapide, spontané, qui ramènera bien vite à leur vraie place dans le monde, c'est-à-dire au premier rang, les peuples d'éducation latine.

Mais, dira-t-on peut-être : les pays latins peuvent-ils physiquement se relever ? ne sont-ils pas trop vieux ? C'est une des deux théories qui prétendent expliquer notre décadence autrement que nous ne le faisons. Elle est absolument fausse. Les peuples latins sont aussi riches que les autres et le retour aux vieux principes agira sur eux comme cette eau de Jouvence dont parlent les Alchimistes du Moyen Age.

Du reste, les races latines ont plus d'une qualité qui manquent aux autres peuples. Les latins sont braves, entreprenants, actifs, colonisateurs: ils ont la sobriété, l'endurance ; ils ont l'exemple du passé pour eux. Leurs ports sont aussi bons que ceux des autres nations. Gênes, Barcelone, Marseille commandent la Méditerran-

née ; et les républiques sud-américaines, la France, l'Espagne du côté de l'Atlantique, abondent en rades et en ports de toutes sortes. Leur marine ne le cède en rien à celle des autres peuples. Quand la moralité et la tranquillité seront revenues, quand la paix et la liberté règneront sur les races latines, les naissances s'accroîtront.

Non, certes, les peuples latins ne sont pas dénués de tout. Les races saxonnes confinées dans leurs terres incultes, les races slaves dans leurs déserts inhabités, n'offrent point un ensemble aussi harmonieux. La France a l'argent, l'Espagne a la bravoure et la patience, l'Italie la sobriété, et les Républiques sud-américaines ont l'espace. Ce n'est point, certes, le coté physique qui est inquiétant, c'est plutôt le côté moral, c'est la régénération de l'esprit et du cœur.

Il faudra que la France reconnaisse que depuis 1789 elle a fait fausse route ; il faudra que l'Espagne étouffe les révoltes et proscrive les anarchistes ; il faudra que l'Amérique latine se décide à la stabilité ; il faudra que l'Italie, reconnaissant que son unification a été une erreur politique et sociale, se résolve à rendre Rome au Pape et Naples aux Bourbons. Il sera nécessaire que de l'esprit de ces peuples on extirpe les principes de la philosophie menteuse ; qu'on lui dise que l'âme existe, que la vie future n'est pas un mythe, que la religion est né-

cessaire à la paix intérieure de l'homme et à la grandeur des nations ; il faudra que ces peuples sachent qu'une autorité conférée par lui seul est en réalité un gouvernement bâtard s'il n'a pas reçu l'investiture divine. Et alors, quand les Latins sauront cela, quand ils se seront redonné des gouvernements stables, libéraux, chrétiens, ils pourront dire que le mal est réparé. Le jour ne sera pas loin où la race latine, ayant vomi le poison de l'athéisme et de l'anarchie, ayant repoussé la franc-maçonnerie qui propage les mensonges de Voltaire et les rêveries malsaines du Gènevois névrosé, redeviendra comme autrefois l'arbitre de l'univers et le champion du droit contre la force brutale.

Cette régénération est-elle possible ? Les partisans de l'évolutionnisme le nient. Ils invoquent à l'appui de leur thèse l'exemple de la Grèce et de Rome. Cet exemple est faux, nous l'avons dit plus haut, car Rome et la Grèce, quand elles arrivèrent au point où nous en sommes n'avaient plus qu'à mourir. Le paganisme usé ne leur permettait point d'espérer une régénération morale. La religion du Christ permet au contraire, aux nations chrétiennes, plus particulièrement aux nations catholiques, c'est-à-dire aux nations latines de se relever quand elles sont tombées, et il semble qu'au baptistère de Reims, Rémi, baptisant la France en la personne de son Roi, a promis à la race latine

tout entière, pourvu qu'elle gardât sans l'altérer le dépôt de la foi, l'amour du devoir, le respect du droit et de l'honneur, l'existence politique jusqu'à la fin du monde, c'est-à-dire l'immortalité.

MAURICE LUCAS.